

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—ON DEMANDE LA DISTRIBUTION DE COPIES DE TOUTES LES ÉTUDES

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, mes questions s'adressent également au ministre du Commerce extérieur. Étant donné que le ministre a publié avec d'autres documents celui-ci que je brandis et qui a été rendu public plus tôt cette année, en février, avant la plus récente publication de documents, va-t-il distribuer, aux fins d'un débat public, des copies de toutes les études qui, selon ce qu'il a déclaré, pouvaient servir de documents d'information mais qui, jusqu'à maintenant, n'ont été mis à la disposition ni des députés ni des journalistes? En fait, la presse a dû s'adresser aux tribunaux, afin de les obtenir.

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je peux signaler au député que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et moi-même étudions à l'heure actuelle toutes les études qui nous ont été remises. Toutes celles qui ne nuisent en rien à notre position dans les négociations avec les Américains . . .

M. Broadbent: Ah bon.

M. Kelleher: . . . pourront, bien entendu, être publiées, afin de permettre un meilleur débat, mieux éclairé . . .

M. Broadbent: Avez-vous des statistiques négatives?

M. Kelleher: A la Chambre.

M. Deans: On aurait pensé que les deux ministres auraient examiné ces études, avant de décider de se lancer dans des négociations sur le libre-échange.

LE CONTENU DE LA TROUSSE D'INFORMATION

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Pourquoi le ministre juge-t-il opportun d'une part, de ne divulguer à la population que certains renseignements venant des ministériels qui ont fait des déclarations tendant à appuyer ces négociations sur le libre-échange et d'autre part, de refuser carrément de nous révéler les répercussions que le libre-échange aura dans certaines régions, selon ceux qui ont des craintes à ce sujet? Pourquoi le gouvernement ne rend-il pas publiques les études qu'il a effectuées et sur lesquelles, semble-t-il, il a fondé ses décisions, plutôt que de nous servir un tas d'inepties, à des fins de propagande?

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je voudrais signaler au député que toutes les statistiques dont il est question dans la vidéocassette, qui est excellente, à mon avis, sont toutes basées . . .

M. Broadbent: Ah?

M. Kelleher: Un instant. Les conclusions et les faits contenus dans cette vidéocassette se retrouvent dans les recommandations et les rapports de la Commission royale Macdonald.

M. Blaikie: Montrez-les-nous.

Questions orales

M. Rodriguez: Voyons l'étude effectuée par le Congrès du travail du Canada.

M. Kelleher: Ce que je voudrais voir ce sont les rapports et les études . . .

M. Broadbent: Publiez vos études. Elles sont en votre possession.

M. Kelleher: . . . qui appuient les affirmations faites par le Congrès du travail du Canada et la Fédération du travail de l'Ontario.

M. Deans: Ces organismes ont payé leurs propres études alors que vous vous êtes servis des deniers publics.

* * *

● (1430)

L'ADMINISTRATION

LA PRIVATISATION DE CANADAIR—LA PERSONNE NOMMÉE À LA CDIC

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. J'espère qu'il profitera de l'occasion pour se défendre.

Des voix: Oh, oh!

Mme Copps: Lorsqu'il a demandé à la CDIC de trouver un acheteur pour Canadair, le ministre savait-il que la personne qu'il a nommée à la CDIC, M. Frank Stronach, comptait également faire une offre pour Canadair par l'entremise de sa propre société, Magna International Inc.?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, cette question porte sur les conflits d'intérêts . . .

M. Johnston: Allez donc!

M. Nielsen: . . . ce qui est de mon ressort, en l'absence du premier ministre. Ma réponse à la députée est la même qu'hier.

Non seulement je tiens à répéter encore une fois que le ministre s'est pleinement conformé au Code d'éthique, mais en outre, j'attire l'attention de la députée sur ma réponse d'hier au sujet du mécanisme de la privatisation, lequel est sous l'égide d'un groupe de travail ministériel relevant du président du Conseil du Trésor et non du ministre de l'Expansion industrielle régionale.

LE PRÉSIDENT DE BURNS FRY INVESTMENT DEALERS

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, comme le vice-premier ministre m'y invite, je me reporte à sa réponse d'hier où il a déclaré que l'examen de la question, relativement à l'achat de Canadair, sera confié à Burns Fry Investment Dealers. Le vice-premier ministre sait-il que le président de cette société fait également partie du conseil d'administration de Magna International?